

<http://www.snetap-fsu.fr/Languedoc-Roussillon-declaration,3655.html>



Languedoc-Roussillon : déclaration au CTREA

- En Région -

Date de mise en ligne : jeudi 25 juin 2015

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Déclaration des personnels au [CTREA](#) Languedoc Roussillon du 19 juin 2015

Depuis plusieurs années, nous alertons l'autorité académique sur la souffrance au travail et la dégradation des conditions de travail.

Les différentes motions aux précédents [CTREA](#) et la [déclaration](#) lors du [CTREA](#) du 19 juin 2014 en témoignent.

Malgré les nombreuses interpellations, audiences auprès du [DRAAF](#), concernant le mal être des personnels, particulièrement sur l'[EPL](#) de Nîmes-Rodilhan, force est de constater qu'aucune amélioration n'a pu être entrevue en ce sens. Le mouvement de grève, mercredi 17 juin 2015 est bien le dernier signal envoyé à ce jour par les personnels à l'Administration.

Le constat est flagrant que les difficultés et la souffrance au travail s'étendent dans un certain nombre d'établissements de la région. Pour nous, organisations syndicales : SNETAP [FSU](#), [SUD](#) Rural Equipement, [FO](#), l'origine de la dégradation des conditions de travail est imputable au mode de gestion des ressources humaines.

Nous exigeons des conditions de travail dignes et respectueuses de la réglementation, dans l'ensemble des [EPLEFPA](#) de la région Languedoc Roussillon.

Nous sommes inquiets sur l'avenir de certains sites, d'EPLEFPA, tant sur les difficultés financières que sur le recrutement dans les [CFA](#), [CFPPA](#) et lycées.

Les regroupements systématiques de classes, la baisse des effectifs dans certaines formations en seront des conséquences concrètes à la rentrée scolaire 2015.

Cette manière de gérer nous interpelle et nous refusons que l'avenir des établissements de la région soit mis en péril par ce mode de gouvernance.

Il est hors de question qu'il en résulte des suppressions de postes ou de mutations dans l'intérêt du service.

Aussi, nous ne siégerons pas ce jour et demandons que tout soit mis en œuvre pour mettre fin à ce genre de gouvernance en totale contradiction avec la politique affichée par le Ministère de l'Agriculture.

En conséquence, nous attendons des réponses concrètes et satisfaisantes pour le prochain CTREA.